NEW YOUTH POLICY | НОВАЯ МОЛОДЁЖНАЯ ПОЛИТИКА

Le Consensus de Saint-Pétersbourg — la nouvelle politique économique pour le monde

Présenté à Bruxelles
au « Centre russe de la science
et de la culture »

Le 5-6 Décembre 2014

РОССОТРУДНИЧЕСТВО

newyouthpolicy.org

Le préambule

Aujourd'hui, le processus d'intégration des pays dans le système de l'économie mondiale se fonde sur l'idée du « Consensus de Washington».

Dans le présent contexte, le consensus est compris comme une acceptation d'une décision ou d'un texte du traité lors des conférences et d'autres forums internationaux et au sein des organisations internationales à la base d'un accord multilatéral des parties prenantes sans que le vote officiel soit organisé, à moins que n'importe quel participant de ce forum ne l'oppose unilatéralement.

Le consensus s'applique également en raison d'assurer l'entente préalable parmi les Etats sur les enjeux discutés avant que le vote officiel ne soit entamé, ce dernier étant reporté dans ce cas jusqu'à la fin du processus de négociations.

« Le Consensus de Washington » a été introduit en 1989 par un économiste américain John Williamson. Aucune formulation classique n'existe pourtant vis-à-vis du « Washington Consensus » depuis les études de John Williamson lui-même ou dans les publications de ses disciples ou ses commentateurs, la formulation dite classique manquait pendant longtemps.

Néanmoins, malgré les variations de la formulation, c'était précisément l'esprit du « Consensus de Washington » qui, beaucoup plus tôt que son explication lexique a été trouvée par Williamson, pendant la seconde partie du XXème siècle avait déterminé les principes d'engagement dans le processus de la mondialisation économique des pays considérés comme « problématiques » par les Etats-Unis et l'Occident en général. Ces pays « problématiques » étaient principalement les pays en voie de développement et les pays en transition.

De fait, sont inclus ici non seulement les pays d'Amérique Latine vis-à-vis desquels « le Consensus de Washington » a été initialement formulé par John Williamson, mais également la Russie post-soviétique et d'autres Etats post-soviétiques.

« Le Consensus de Washington »

Les principes du « Consensus de Washington » peuvent être brièvement exprimés comme suit :

La discipline budgétaire. Les Etats doivent au mieux éliminer, sinon réduire le déficit budgétaire jusqu'au minimum qui serait acceptable pour le secteur privé.

L'orientation spécifique des dépenses publiques. Les subventions aux consommateurs et les dotations aux fabricants doivent être réduites au minimum. Le gouvernement est supposé financer seuls l'aide médicale d'urgence, l'enseignement primaire, et le développement des infrastructures.

La politique fiscale. La base d'imposition doit être la plus large possible, alors que le taux d'imposition est maintenu au niveau modéré. Soit la base d'imposition couvre tant les personnes physiques que les personnes morales.

Le taux d'intérêt. Les taux d'intérêt bancaires se forment sur les marchés financiers intérieurs ; l'Etat ne doit pas intervenir dans ce processus. Les taux d'intérêt offerts aux déposants doivent les encourager à déposer plus et restreindre ainsi la fuite des capitaux.

Le taux de change. Les pays doivent introduire les taux de change de leur monnaie qui faciliteraient leur exportation faisant leur prix d'exportation plus compétitifs.

Le libéralisme commercial. Les quotas d'importation doivent être abolis et remplacés par les droits de douane. Les droits de douane doivent être minimales et ne doivent pas s'imposer sur les produits dont l'importation est nécessaire pour la fabrication des biens d'exportation.

Les investissements directs de l'étranger. Une politique d'attraction et d'encouragement du capital étranger et des savoirs technologiques devrait être adoptée. Les conditions de concurrence doivent être égales concernant les entreprises étrangères et nationales.

La privatisation des entreprises. La privatisation des entreprises publiques doit être encouragée par tous les moyens.

La déréglementation. La régularisation publique excessive ne suscite que la corruption et la discrimination envers les acteurs du marché qui ne sont pas capables d'accéder aux niveaux suprêmes de la bureaucratie. En perspective, on doit tendre à en finir avec la régularisation publique de l'économie et avec le secteur public.

Les droits de la propriété privée. Ces droits doivent être garantis, et leur protection doit être renforcée de façon permanente. Tant la législation nationale que la pratique judiciaire doivent être guidées par cet objectif.

Le caractère inadéquat de cette politique économique implémentée par plusieurs pays qui suivent ces conditions a été montré par la pratique de sa réalisation dans les pays sous-développés et par la réalité des crises financières touchant les pays développés. Cet état de choses est causé par l'incohérence entre, d'une part, de bonnes intentions explicites du Consensus de Washington (mentionnées ci-dessus), et de l'autre part, les lois objectives du fonctionnement de l'économie. Il est donc important d'observer ce qui reste implicite et de montrer ainsi les conséquences réelles d'application des principes déclarés :

LA DISCIPLINE BUDGETAIRE

La réduction du déficit budgétaire met les gouvernements dans l'incapacité de rediriger les ressources vers de grands projets de longue durée. En résultat ils deviennent dépendants des organisations, surtout internationales, qui sont capables de fournir les ressources pour alimenter ces projets. Les Etats deviennent à long terme contraints dans leur choix des moyens de développement. Ainsi, les activités des Etats individuels sont englobées par les stratégies d'intégration mondiale menées au niveau supranational.

L'ORIENTATION SPECIFIQUE DES DEPENSES BUDGETAIRES

Il existe des secteurs d'économie avec une rentabilité naturellement basse qui sont en principe incapables de fonctionner de manière durable dans un climat financier incontrôlé. Le prix de revient des certains produits est assez haut ce qui exige de subventionner la consommation pour assurer le développement durable de la branche d'économie qui les fabrique. C'est pourquoi la réduction des subventions aux consommateurs et des dotations aux producteurs renferme les Etats qui suivent ces principes sur des producteurs étrangers ayant initialement un avantage compétitif, et ce qui est plus important, affaiblit l'équilibre du système de production et de consommation au sein des Etats qui accepteraient ce principe du « Consensus de Washington ».

LA POLITIQUE FISCALE

L'inclusion de toutes les personnes physiques dans la base d'imposition augmente avant tout considérablement le besoin en personnel administratif. Qu'est-ce qui est plus facile : traiter 50 milles de personnes morales dont les salariés sont redevables internement, ou traiter 140 millions de personnes physiques séparément ? De plus, on crée des mythes qui annoncent l'égalité de tous devant la loi : des entrepreneurs ainsi que des salariés, et qui présentent l'Etat comme étant financièrement « embauché » par toute la société du fait que cette dernière paie les impôts pour le maintenir. Mais en réalité, l'Etat s'aperçoit souvent ayant un caractère oligarchique, employant ces

mythes afin de dissimuler sa nature.

LE TAUX D'INTERET

D'un point de vue des banquiers, qui perçoivent l'activité bancaire comme une forme d'entrepreneuriat, mais pas comme une composante intégrale du système de gestion macro-économique — afin que cette activité bancaire soit rentable (ce qui dépend des déposants, entre autre) le taux directeur devrait être supérieur à l'inflation. Or, le taux d'intérêt retient à la société, en forme monétaire, une part préalablement négociée du bien économique créé ; cette part étant dans la pratique historiquement connue toujours supérieure à l'effet économique utile provenant de l'emprunt accordé. Tandis que les impôts reviennent toujours dans la société sous telle ou telle forme des dépenses publiques, le taux d'intérêt transfère au contraire le pouvoir d'achat de la société au secteur bancaire, étant à son tour presque partout renfermé sur des institutions financières internationales.

LE TAUX DE CHANGE

La considération des taux de change des monnaies nationales n'a pas de sens hors considération de l'échange global des produits entre les systèmes économiques régionaux. En réalité, le taux de change n'est pas du tout un paramètre contrôlable pour les gouvernements qui suivent « Le Consensus de Washington ». Pourtant, il est à noter qu'en conséquence d'une acceptation de ses conditions, le taux d'échange de la monnaie nationale devient exposé à la gestion externe.

Aujourd'hui le système monétaire international qui soutient le commerce international est caractérisé par les faits suivants : seuls certains pays ont le droit d'émettre les monnaies qui sont considérés comme monnaies de réserve. Après l'annulation des principes de Bretton Woods ces monnaies ne sont couvertes ni de l'or, ni des autres valeurs réelles. D'autres pays à leur tour, doivent avoir la réserve d'or ou l'approvisionnement en monnaies considérées comme réserves (le Dollar américain, l'Euro, etc.) afin qu'ils puissent émettre leur propres monnaies nationales.

Le contrôle du respect de ces règles et de la balance des paiements est exécuté par le Fond Monétaire International. Ce système permet aux pays qui sont les émetteurs des monnaies réserves de contrôler les volumes de la masse monétaire dans d'autres pays ; en outre il permet la spéculation de la part des organisations bancaires et financières et de la part de ces mêmes pays-émetteurs des monnaies réserves.

LE LIBERALISME COMMERCIAL

L'abolition des quotas sur l'importation et leur remplacement par les droits de douane minimales amène à l'encouragement d'importation des composants pour les produits plus complexes, étant ensuite exportés pour satisfaire les besoins des consommateurs étrangers par le biais du potentiel industriel du pays importateur. Cela résulte en une rupture des circuits technologiques et peut mettre les industries stratégiques des pays suivant ce principe en forte dépendance de la conjoncture des marchés internationaux.

LES INVESTISSEMENTS DIRECTS DE L'ETRANGER

L'introduction des conditions de concurrence égales pour les entreprises étrangères et nationales forme de meilleures conditions initiales pour les grands groupes internationaux déjà présents sur le marché qui sont capables de maitenir la politique des prix bas par rapport aux producteurs locaux. Une fois les producteurs locaux sont éliminés du marché, on hausse les prix de nouveau jusqu'au niveau acceptable pour les grands groupes.

LA DEREGLEMENTATION

La régularisation publique maintient des projets à long terme nécessaires pour le développement de toute la société, qui ne sont pas toujours intéressants pour les entreprises privées agissant dans leur propre logique commerciale. La disparition de la régularisation publique de l'économie et du secteur public met automatiquement l'économie nationale en dépendance de la régularisation macro-économique extérieure de la part des institutions financières internationales et des grands groupes internationaux, ayant eux-mêmes toujours des

stratégies et des plans du développement basés sur la redistribution des ressources disposées par la méthode de préscription administrative ciblée.

LA PRIVATISATION DES ENTREPRISES

L'affirmation qu'une entreprise privée est par défaut plus efficace qu'une entreprise publique est prise comme un axiome et considérée naturellement sous-entendue, alors qu'il n'en existe pas de preuves directes.

LES DROITS DE LA PROPRIETE PRIVEE

La garantie des seuls droits de propriété privée ne suffit pas pour assurer le développement durable de la société, puisque certaines ressources comme la terre, l'eau, l'air, les minéraux ne constituent pas la propriété privée de quelqu'un — elles sont la donne initiale de l'humanité. Cela implique la nécessité de définir juridiquement la propriété publique de façon adéquate, et de définir les principes de distinction des deux types de propriété selon le critère de possession des droits de gérer telle ou telle propriété .

Les conséquences de fonctionnement du système économique international fondé sur les principes du « Consensus de Washington » s'expriment en destruction des économies nationales de plusieurs pays, dont profitent de grands groupes internationaux et de puissantes dynasties oligarchiques du monde. Au sein de ces pays, les tensions sociales augmentent, en créant la base potentielle de recrutement pour les guerres et les révolutions, ce qui est susceptible, à son tour, de toucher des pays voisins relativement prospères, et au pire de déstabiliser la situation politique dans le monde entier. En outre, une course de consommation infinie au sein des Etats métropoles genère de graves soucis écologiques aussi que des catastrophes qu'on a déjà beaucoup subi au cours des XX — XXIèmes siècles.

Ainsi donc, on peut aperçevoir que la mondialisation étant un processus objectif de concentration des forces productives, se dirige

de plus en plus dans l'impasse, autant qu'elle est fondée sur les principes du « Consensus de Washington ». Dans cette lumière, nous avons décidé de créer le consensus alternatif qui correspondrait aux nouvelles conditions émergeantes de la mondialisation.

Que peut-on dire davantage à propos de l'impact du «Consensus de Washington » sur les Etats qui y adhèrent ?

LES CYCLES TECHNOLOGIQUES COMPLETS

Le cycle technologique complet est un processus socio-économique qui commence par la désignation des objectifs de recherche dans les domaines de la science fondamentale et qui s'achève par l'application pratique des résultats de recherche dans les industries de production de masse. De tels processus sont généralement autogérés de façon non-structurée, cependant les circonstances peuvent intervenir (ou être créées délibérément) où le début du cycle technologique complet est localisé dans une société, mais la fin est localisée dans une autre.

Or, conformément aux lois de la formation des prix, les bénéfices de la réalisation du cycle technologique complet sont perçus par la société où se localise la fin de ce cycle, en général c'est la société du métropole. Plus on se rapproche du début du cycle — plus hautes sont les charges et moindre devient la rentabilité (jusqu'aux taux de rentabilité négatifs). Le même principe s'applique aux intérêts non-commerciaux liés à la réalisation des cycles technologiques complets.

LA CONCENTRATION DE GOUVERNANCE

John Kenneth Galbraith, conseiller de deux Présidents américains, dans son livre « Les théories économiques et les objectifs de la société » observe les deux composantes interopérantes dans le système économique américain qu'il appelle « Le Système du marché » et « Le Système planifié ».

« **Le Système du marché** ». Dans ce système des entreprises fonctionnent en effet dans l'environnement de libre concurrence ; il est généralement représenté par des PME (en majorité familiales) qui ne sont pas supposées de se transformer en géants industriels

à cause de leur spécialisation (p.ex. artisanat) et de la spécificité de leurs marchés respectifs.

« **Le Système planifié** ».

Ce système est représenté par de grands groupes industriels qui avaient subordonné les prix sur leurs marchés respectifs ainsi que leurs charges d'exploitation, qui mènent leurs activités à la base de la planification intérieure de long terme. Ils arrangent des accords intra- et intersectoriaux (pour la plupart, des accords non-officiels, indirects et de ce fait légalement impunissables) sur les prix, les volumes, et agissent pratiquement sans aucune compétition entre eux. L'objectif de leur activité est d'atteindre le niveau acceptable des bénéfices maintenu pendant de longues périodes du temps, mais ils n'ont pas d'objectifs visant les besoins et les problèmes de la société.

« Le système du marché » soutient le mythe de la liberté d'entrepreneuriat alors que « le système planifié » reste caché. J.K. Galbraith appelle le système planifié « un socialisme pour General Motors et Lockheed » parce qu'ils sont (même en cas d'échecs graves dans leur politique de recherche et développement) presque totalement protégés de la faillite par leur position dominante sur le marché ainsi que par leur relations spéciales avec les pouvoirs publics ; ce qui notamment les diffère des entreprises appartenant d'après J.K. Galbraith au système du marché où on lutte vraiment pour la survie dans l'environnement compétitif dans lequel la protection sociale tant des salariés que des propriétaires-entrepreneurs est incomparablement plus faible que celle garantie dans le système planifié.

La vie d'une société dans les conditions déclarées du « marché libre » lorsque cette liberté n'a pas lieu de fait, résulte en une concentration de gouvernance (du pouvoir) au sein du cercle étroit de quelques dynasties et grands groupes internationaux.

Le consensus de Saint-Pétersbourg

Les principes du « Consensus de Saint-Petérsbourg », une alternative au « Consensus de Washington » peuvent être brièvement exprimés comme suit :

L'objectif principal de l'économie est de garantir la satisfaction des besoins essentiels des gens et des institutions sociales à travers plusieures générations successives par des moyens assurant la sécurité environnementale. On atteint cet objectif avec la gestion des paramètres-indicateurs étant dans « Le Consensus de Washington » explicitement laissés au « marché libre ».

Le concept du développement durable s'appuyant sur la stratégie de peuplement des territoires selon les principes de « l'urbanisation à manoirs-intégrés-au-paysage » (UMIP) est le noyau d'une méthodologie employée pour atteindre l'objectif principal de fonctionnement de l'économie. Il est impératif de passer du gaspillage ultérieur des ressources avec la croissance de la population des grandes villes (le principe de « l'urbanisation à mégalopoles ») à l'usage rationnelle des sols et au développement intégral des territoires.

L'approche organisationnelle/technologique qui, contrairement à l'approche financière/comptable, implique la comptabilité et la planification de l'économie en tant qu'indicateurs physiques au lieu des indicateurs financiers. Cette approche rend possible la création des circuits technologiques durables intégrés dans la biosphère, contrairement à la course aux bénéfices infinie.

La réalisation de cette idée nécessite :

L'utilisation équilibrée tant de la planification que des mécanismes du marché. La planification intègre les objectifs du système économique, qu'on atteint d'une part à travers la gestion structurée, par préscription administrative ciblée; d'autre part, à travers la gestion non-structurée, par les mécanismes du marché étant la méthode d'autorégulation du système économique et ainsi l'un des moyens de réalisation de ces objectifs.

L'élaboration du plan du développement économique et l'orientation du mécanisme du marché à la réalisation des objectifs du plan nécessitent à leur tour:

L'application des modèles d'équilibre économique correctes d'un point de vue métrologique, représantant les flux des marchandises et les flux financiers dans l'économie nationale. En particulier, l'application du tableau des relations interindustrielles (analyse entrées-sorties) afin d'établir le plan général du développement garantissant la cohérence réciproque de tous les plans du développement de différentes industries. Cette approche devrait assurer :

La baisse planifiée des prix au lieu de leur augmentation planifiée, avec un contrôle rigoureux des prix sur les produits étant à l'origine de la liste des prix — le groupe des produits qui déterminent les prix de tous autres biens : des sources d'énergie, des matières premières, des moyens de production, etc.

L'établissement des taux de change réciproques des monnaies nationales à la base de l'invariance énergétique de la liste des prix. L'invariance de la liste des prix est la marchandise permettant d'exprimer par sa quantité le prix de n'importe quelle autre marchandise.

Le standard énergétique de couverture de l'unité de paiement est déterminé par le taux :

$$\frac{\textbf{génération annuelle de l'énergie}}{\textbf{masse monétaire en circulation.}}$$

Un standard énergétique fournissant la capacité de payer à l'uni de monnaie qui est déterminé par l'équation : « une production du pouvoir électrique annuelle/le somme de sources payables en circulation ». Par un accord, on peut avoir autres moyens de calculer ce standard énergétique, mais en tout cas ce ratio doit être lié au volume d'énergie.

Le commerce international peut être réalisé dans l'une des deux options :

Première option — lorsque les Etats membres utilisent tous la monnaie commune. Au sein de cette option il-faut contrôler de manière rigide l'émission de la monnaie, sinon on arrive à la même situation qu'avec le dollar américain. En outre, il est indispensable d'établir une institution internationale détenant les pouvoirs de planifier le développement, distribuer les impôts et les dotations entre les Etats membres de la zone de circulation de cette monnaie. Les Etats membres seront contraints de céder une part de leur souveraineté économique et politique en faveur d'un tel centre commun.

Seconde option — on crée un fond soit un consortium où les Etats membres déposent initialement ces monnaies couvertes selon le standard énergétique. D'autres Etats peuvent s'approvisionner au taux de change fixe de la monnaie de l'un des Etats membres, entrer ainsi sur son marché ayant ces moyens de paiement et acheter ce dont on a besoin. Le standard énergétique étant appliqué lors des opérations réciproques sera déterminé par un accord préalable entre les Etats membres.

La seconde option est préférable puisqu'elle permet de garder la souveraineté des Etats.

L'interdiction par rapport aux intérêts bancaires. Cependant, les banques ayant accordé aux entreprises des emprunts à taux nul ont droit de participer à leurs bénéfices provenant des projets financés par les fonds empruntés.

L'évincement de la reproduction artificielle de la demande sur les produits étant de fait essentiels. C'est-à-dire une restriction de gaspiller les ressources via la stimulation délibérée de la consommation par la publicité, la mode et les différentes campagnes de marketing.

L'interdiction de créer les marchés des biens dont la valeur est illusoire. Aujourd'hui, le secteur spéculatif de l'économie est évalué, selon des sources variées, jusqu'à 500 trillions de dollars dont seuls les 50 trillions sont couverts par des biens réels. Le marché financier, les obligations, les titres comme un instrument de spéculation doivent être laissés au passé, car ils altèrent la gestion fondé sur les tableaux des relations interindustrielles. Une restriction de vendre les titres pendant les 2-3 ans après leur achat permettra d'éliminer la spéculation ou de la faire peu abordable.

Le mécanisme fiscal est un moyen d'orientation non-structurée d'un système macro-économique visant à atteindre les objectifs de la politique publique qui sont exprimés dans le plan du développement. Il est mieux d'appliquer l'imposition à l'échelle progressive, la base d'imposition étant constituée de seules les personnes morales, ce qui faciliterait le contrôle, la comptabilité, et réduirait le nombre nécessaire du personnel administratif.

Les dotations et les subventions. Elles sont des instruments indispensables pour assurer le développement des branches stratégiques de l'économie ; elles sont également un moyen d'aide aux industries qui avaient subi des dégâts à cause des catastrophes naturelles ou de la gestion gravement incompétente.

Les dotations et les subventions doivent être attribuées à partir des indices définies au sein des tableaux des relations interindustrielles, afin d'exclure les situations de leur manque ou abondance.

L'implémentation massive en temps et en heure des cycles technologiques complets dans leur intégralité dans tous les secteurs de l'économie et dans les activités sociales auxiliaires.

Une brève explication des principes

L'objectif principal de l'économie est de garantir la satisfaction des besoins essentiels des gens et des institutions sociales à travers plusieurs générations successives par des moyens assurant la sécurité environnementale. On atteint cet objectif en utilisant des approches alternatives à l'économie.

> Aujourd'hui l'économie est principalement orientée à vers la satisfaction des besoins de fait non-essentiels (on les désignera comme des besoins dégénératifs/parasitaires), dont la satisfaction résulte aux dégâts subis par l'individu lui-même, par la société, les générations futures et la biosphère, au détriment des besoins essentiels. Les besoins essentiels appelés aussi les besoins démographiquement générés sont normalement prévisibles à travers les décennies et même les centenaires, car leur caractère et volumes ne dépendent que de la génétique humaine et de la statistique démographique de la société donnée. Tandis que les besoins dégénératifs/parasitaires sont en principe imprévisibles : personne ne peut savoir combien de voitures de luxe, de yachts, de bijoux ou de drogues quelqu'un pourrait désirer.

Lorsque l'économie soit réorientée à la satisfaction des besoins essentiels, dans un certain temps la société serait capable de garantir complètement la couverture de tout le spectre de ses besoins démographiquement générés, du fait que ces derniers sont sûrement prévisibles à long terme.

Le concept du développement durable s'appuyant sur la stratégie de peuplement des territoires selon les principes de « l'urbanisation à manoirs-intégrés-au-paysage » (UMIP) est le noyau d'une méthodologie employée pour atteindre l'objectif principal de fonctionnement de l'économie. Il est impératif de passer du gaspillage ultérieur des ressources avec la croissance de la population des grandes villes (le principe de « l'urbanisation à mégalopoles ») à l'usage rationnelle des sols et au développement intégral des territoires.

Un architecte grec contemporain C.A. Doxiadis a développé le concept de l'usage des sols correspondant à l'objectif de la préservation de l'environnement et de l'existance harmonieuse de la société humaine (image 1, en haut à droite). Ce concept est accompagné de l'algorithmie de la gestion publique dans le cadre du concept de développement durable.

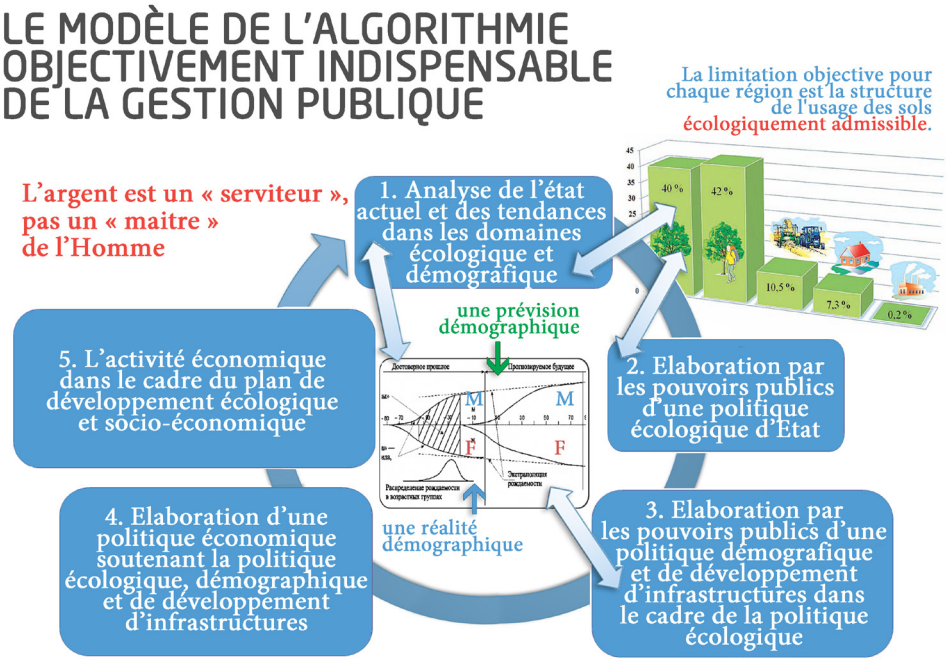

Image 1 : L'interdépendance de tâches particulières de gestion au cours de la réalisation du concept de développement durable

L'approche organisationnelle/technologique qui, contrairement à l'approche financière/comptable, implique la comptabilité et la planification de l'économie en indicateurs physiques au lieu des indicateurs financiers. Cette approche rend possible la création des circuits technologiques durables intégrés dans la biosphère, contrairement à la course aux bénéfices infinie.

Contrairement à l'approche financière/comptable, l'approche organisationnelle/technologique exige pour son utilisation la compréhension des aspects suivants :

- Comment la société crée-t-elle ses besoins ?
- Quelles sont les conséquences de leur satisfaction ?
- Que faut-il produire dans les conditions de limitation des ressources et des capacités de production (c.à.d. quelle est l'ordre prioritaire de divers produits) ?
- En quelles volumes faut-il produire ?
- A la base de quelles technologies ?
- Comment distribuer les produits fabriqués et les ressources naturelles ?
- Comment garantir la sécurité environnementale du système économique ?

Or, les réponses à ces questions (tant qu'à plusieures autres) sont surtout déterminées par la politique intérieure et étrangère dont la réalisation devrait d'une manière ou d'une autre être garantie par le système économique de la société .

L'utilisation équilibrée tant de la planification que des mécanismes du marché. La planification intègre les objectifs du système économique, qu'on atteint d'une part à travers la gestion structurée; de l'autre part, à travers la gestion non-structurée, par les mécanismes du marché, l'un des moyens de réalisation de ces objectifs. Donc, il est nécessaire de combiner la gestion par préscription administrative ciblée et la gestion par autorégulation.

En réalité :

- Le **plan** est un ensemble d'objectifs du développement socio-économique et une conception menant à la réalisation de ces objectifs ; la conception de gestion des différents paramètres, tels que : 1) la production des biens ; 2) leur distribution entre les consommateurs ; 3) leur consommation ; 4) leur recyclage après la consommation.
- Le **mécanisme du marché** est l'un des instruments de la distribution entre les consommateurs (y compris l'industrie du recyclage) des ressources naturelles et des produits — tant des produits intermédiaires que des produits finis. Le marché est capable d'accomplir cette fonction mais il est incapable tant à la désignation d'objectifs, qu'à l'orientation automatique vers les objectifs du développement socio-économique proclamés par des politiciens.

Dans cette lumière, professeur Okita, l'un des « pères-fondateurs » d'un « miracle économique » du Japon, avait totalement raison lorsqu'il a avancé au cours de l'entretien avec professeur A .E. Dinkevich une affirmation suivante :

« On entend souvent que la transition aux mécanismes du marché proclamée par l'ex-URSS et les Etats d'Europe orientale est par soi-même une preuve persuasive de la suprématie de l'économie du marché par rapport à l'économie centralisée. Je crois que c'est une illusion…

En effet, l'enjeu est dans la connexion, la coordination, la combinaison des principes de ces deux systèmes dans un mécanisme unique ; l'enjeu et de trouver la voie efficace de combiner d'une part, les mécanismes du marché et de l'autre part, la planification et la régularisation publique ».

Il est nécessaire de concevoir les plans pour chaque industrie de telle manière qu'ils soivent accomplissables par ces industries.

> Ici, la question peut émerger : **à quoi sert le plan, s'il doit être accomplissable dès le début**?

Si les plans pour chaque industrie sont surévalués, les industries tenteront de «sauter par-dessus la tête», ainsi soit leur comptes de résultats seront falsifiés, soit les industries échoueront en essayant de fonctionner à l'extrémité de leurs capacités, comme c'était souvent le cas dans l'histoire économique de l'URSS.

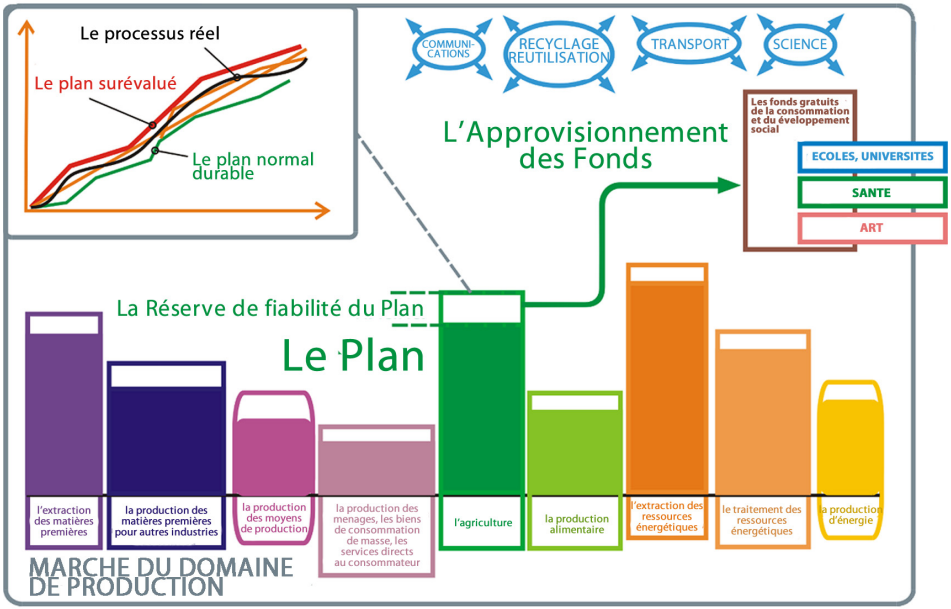

Image 2 — La structure de l'utilisation des ressources dans l'économie planifiée

Le plan doit définir la frontière des volumes minimales obligatoires de la production. Cependant, tout ce qui est produit par une industrie en déhors des éxigeances du plan s'ajouterait dans la réserve de fiabilité du plan pour cette industrie et va être redistribué davantage par le marché.

L'élaboration du plan du développement économique et l'orientation du mécanisme du marché à la réalisation des objectifs du plan nécessitent :

L'application des modèles d'équilibre économique correctes d'un point de vue métrologique, représentants les flux des marchandises et les flux financiers dans l'économie nationale. En particulier, l'application du tableau des relations interindustrielles (analyse entrées-sorties) afin d'établir le plan général du développement garantissant la cohérence réciproque de tous les plans du développement de différentes industries.

La notion initiale attribuant aux théories économiques la légitimité métrologique est une notion de l'invariance de la liste des prix.

L'invariance de la liste des prix est un produit qui participe à l'échange comme tout autre produit, et dont la quantité est une mesure pour les prix de tous les autres produits sans exception. **Le prix de l'invariance est toujours constant et égale à 1**, ce qui est à l'origine du terme. Auparavant, l'invariance de la liste des prix avait aussi la fonction de la marchandise intermédiaire dans le modèle « M1 → Argent → M2 », c'est à dire les deux fonctions — celle de l'invariance et celle du moyen de paiement — étaient intégrées. Après l'apparition de "l'argent de crédit" dépourvu de sa propre valeur, l'invariance de la liste des prix peut exécuter sa fonction principale — être la mesure des prix de tous les autres produits.
N'importe quel produit peut être choisi en tant qu'une invariance, or dans les circonstances où toutes les industries et les ménages dépendent de la consommation d'énergie électrique, il serait préférable d'établir en tant qu'une invariance un **kW/heure de l'énergie électrique**.

Pendant les époques différentes, l'invariance de la liste des prix était : l'or, l'argenterie, la blé. La dernière était la plus fiable d'un point de vue méthodologique car à cette époque à la base de la capacité de production a été la main-d'œuvre et afin de produire plus il était obligatoire de

maintenir la main-d'œuvre en alimentant les ouvriers. Plus tard, le blé comme une invariance de la liste des prix a été remplacée par l'or et l'argenterie.
Mais avec l'or comme une invariance de la liste des prix l'état de choses n'était pas harmonieux.

> **Premièrement**, l'émission d'argent dépendait de l'exploitation minière qui causait des problèmes, par exemple, dans le cas quand l'économie exige une croissance mais elle n'avait pas d'argent à cause des contraints des capacités de l'exploitation minière.
> **Deuxièmement**, dans le cas où le pays augmente soudainement la volume d'or possédée, comme c'était le cas en Espagne pendant l'époque des conquêtes d'Amérique, l'argent dévalue. Par la suite, l'or, exactement comme l'argenterie, ne reflet pas l'état de choses réel dans l'économie. Cela signifie que ces biens ne peuvent pas servir de l'invariance de la liste des prix, et en conséquence le système économique fondé sur ce concept est voué à l'échec.

Le standard énergétique de couverture de l'unité de paiement est déterminé par le taux :

$$\frac{\textbf{génération annuelle de l'énergie (kW×heure)}}{\textbf{masse monétaire en circulation}}$$

Le standard énergétique établit une liaison entre l'unité de paiement et l'invariance énergétique de la liste des prix en donnant ainsi la légitimité métrologique à toutes les indices financières, ce qui est essentiel pour la comparabilité des résultats de l'analyse et de la prospective économique à travers de longues périodes du temps, au cours desquelles de changements considérables peuvent intervenir concernant les spectres de la production et de la consommation de biens.

> La présence de l'invariance — d'un produit dont la quantité est utilisé pour mesurer les prix de tous les autres produits — est une réalité objective du système financier de toute la civilisation moderne.

Jusqu'au début du XXième siècle la fonction de l'invariance de la liste des prix a été accomplie par l'or.

Son rôle était ambigu : dans certains cas, les principes de l'étalon-or accéléraient le développement économique ; dans l'autres cas ils le ralentissaient, ce qui provenait des raisons liées à la sphère énergétique de la société étant par sa nature hormis le système financier en tant que tel. Pourtant, après l'annulation par les Etats-Unis de l'étalon-or au début des années 70 — l'or a perdu aussi sa fonction de l'invariance de la liste des prix. Ainsi, les préconditions ont émergé pour que la fonction de l'invariance soit de fait transférée de l'or à l'énergie électrique à l'échelle mondiale.

> Cependant, la prise de conscience de ce fait, sa mise en oeuvre juridique et sa légitimation à l'échelle mondiale sont actuellement empêchées par une telle circonstance que la fonction de l'invariance de la liste des prix est simulée pendant la moitié d'un siècle par le dollar américain; ce dernier ne fait que simuler cette fonction, il ne l'accomplit pas de fait puisque l'augmentation permanente de la masse des dollars n'est couvert que de la confiance dans tous les pays du monde. Or, le niveau de confiance est souvent fonction de la propagande.

En gardant cela à l'esprit, si on considère le secteur réel qui assure le bien-être des producteurs et des consommateurs on verra que les Etats-Unis en effet (malgré les décisions prises à G7) — n'assument pas la responsabilité de l'émetteur du moyen de paiement global, parce qu'ils enfreinent systématiquement le standard de couverture énergétique du dollar comme une monnaie globale en permettant le taux : « la masse des dollars en circulation globale / la génération mondiale de l'énergie » de passer au-delà des frontières acceptables pour maintenir la sécurité du fonctionnement de l'économie globale.

> La simulation de la fonction de l'invariance par le dollar a amené à la situation où cette fonction est accomplie de facto par l'énergie

et de jure — par le dollar américain. Cet état d'affaires était tolérable jusqu'au point où la violation du standard de la couverture énergétique n'excédait pas certains limites.

Selon certaines estimations, vers le début du XXIième siècle cette mesure s'est doublée, c'est à dire la masse des dollars couverte par l'énergie est devenue égale à celle non-couverte (un montant de 10 jusqu'à 15 trillions de dollars), ce qui en soi-même menace l'équilibre de toute l'économie mondiale et de son système financier.

> Il est connu pendant déjà plus que 10 ans qu'un pays (ou un acteur de la politique globale) ayant légalisé l'énergie comme l'invariance de la liste des prix (en la donnant le statut de jure), après avoir dit « A » est supposé dire « B » : établir et maintenir la juridiction — les règles de fonctionnement du système bancaire et financier à la base du respect du standard de couverture énergétique de la monnaie.

Or, dire « B » se révèle beaucoup plus difficile que dire « A » car cela implique qu'il faut non seulement déclarer la menace de la violation du standard global de la couverture énergétique, mais également mettre l'interdiction sur toute la spéculation sur les marchés financiers mondiaux. Par conséquence, on doit y avoir de critères rigides permettant de délimiter 1) la gestion des flux d'investissement à l'échelle mondiale visant la résolution des problèmes sociaux et écologiques, dont les instruments peuvent être les fonds d'investissements et les bourses; et 2) « l'enrichissement » sans aucune connexion avec le secteur réel.

Cependant,
le commerce international peut être réalisé dans l'une des deux options :

> **Première option** — lorsque les Etats membres utilisent tous la monnaie commune. Au sein de cette option faut-il contrôler de manière rigide l'émission de la monnaie, sinon on arrive

à la même situation qu'avec le dollar américain. En outre, il est indispensable d'établir une institution internationale détenant les pouvoirs de planifier le développement, distribuer les impôts et les dotations entre les Etats membres de la zone de circulation de cette monnaie. Les Etats membres seront contraints de céder une part de leur souveraineté économique et politique en faveur d'un tel centre commun.

Seconde option — on crée un fond soit un consortium où les Etats membres déposent initialement ces monnaies couvertes selon le standard énergétique. D'autres Etats peuvent s'approvisionner au taux de change fixe de la monnaie de l'un des Etats membres, entrer ainsi sur son marché ayant ces moyens de paiement et acheter ce dont on a besoin. Le standard énergétique étant appliqué lors des opérations réciproques sera déterminé par un accord préalable entre les Etats membres..

La seconde option est préférable puisqu'elle permet de garder la souveraineté des Etats.

La planification du développement économique à la base de la couverture énergétique des unités de paiement dans l'objectif de satisfaire l'ensemble des besoins essentiels devrait garantir :

La baisse planifiée des prix au lieu de leur augmentation planifiée, avec un contrôle rigoureux des prix sur les produits étant à l'origine de la liste des prix — le groupe des produits qui déterminent les prix de tous autres biens : des sources d'énergie, des matières premières, des moyens de production, etc.

La base de la liste des prix est un groupe de produits étroit où chaque produit possède une caractéristique suivante : une hausse considérable de son prix engendre aussitôt une croissance remarquable du coût de revient de la majorité d'autres produits. La raison de cette croissance du coût de revient

est la consommation directe ou indirecte de ce produit dans la fabrication de tous sinon de la plupart d'autres produits.

Il existe les deux voies alternatives de redistribuer les résultats du développement économique de la société :

- La disproportion entre le volume des biens fabriqués — augmentant avec le gain de productivité et avec l'introduction de nouvelles technologies — et la masse monétaire en circulation, est équilibrée par l'émission des moyens de paiement. En résultat de cette approche, les riches deviennent plus riches tandis que les pauvres deviennent plus pauvres puisque seuls ceux qui détiennent les instruments financiers pourront se profiter de ce volume ajouté des biens fabriqués.
- La disproportion mentionnée est équilibrée par une réduction graduelle et planifiée des prix sur les produits de la consommation de masse. Cette approche n'appauvrit pas les riches, alors que les pauvres s'enrichissent considérablement, ainsi l'écart social se réduit.

Afin de réaliser la politique d'une baisse graduelle des prix en correspondance avec la planification du développement socio-économique et afin d'orienter le mécanisme du marché a-t-on besoin de :

Contrôler l'émission des moyens de paiement à la base de: la couverture énergétique dans l'économie à trois niveau. Les Etats doivent être capables d'émettre tant de moyens de paiement qu'il ont besoin afin de maintenir le fonctionnement de l'économie équilibré avec l'invariance énergétique.

Les Etats doivent organiser plusieurs niveaux séparés de la circulation monétaire : 1) les liquidités pour les consommateurs des produits finis — pour la population; 2) le clearing entre les entreprises à l'intérieur de l'Etat ; 3) opérations étrangères.

Ainsi, le commerce extérieur ne peut se produire qu'à travers l'Etat réalisant une réévaluation des fonds internes en fonds étrangers (étant émis par la Banque énergétique internationale).

Afin d'assurer le contrôle de l'émission des moyens de paiement on a besoin d'introduire:

L'interdiction par rapport aux intérêts bancaires. Cependant, les banques ayant accordé aux entreprises des emprunts à taux nul ont droit de participer à leurs bénéfices provenant des projets financés par les fonds empruntés.

Chaque entrepreneur ajoute au prix de son produit non seulement une part de l'emprunt qu'il a pris afin de déclencher la production, mais aussi, ce qui est surtout important, une part d'intérêts bancaires sur cet emprunt. Ainsi donc, le taux d'intérêts bancaires est l'un des facteurs fondamentaux générant l'inflation. En outre, la prestation du crédit avec l'intérêt bancaire fait les représentants du système bancaire irresponsables envers la société : de risques graves sont compensées à travers l'augmentation du taux d'intérêt, ce qui hausse à son tour les prix des produits pour les consommateurs aussi que ralentit et rend plus difficile le processus d'implémentation des technologies avancées du futur. Or, l'investissement dans ce genre des technologies implique par définition des risques considérables.

La solution de ce problème est l'interdiction sur les intérêts bancaires et en même temps l'introduction d'un tarif fixe pour les services bancaires. Dans ce cas les risques sont réduites par la participation de la banque dans la redistribution des bénéfices de l'entreprise à laquelle elle a accordé son crédit. Or, cela oblige les banques de disposer des centres internes d'analyse et de prospective capables de fournir des prévisions fiables concernant « le retour sur investissement » d'une ligne de crédit accordée à telle ou telle entreprise.

En outre, une telle organisation des relations « banque - entrepreneur » serait un bon soutien pour les start-ups puisque le centre interne d'analyse et de prospective de la banque serait intéressé à accorder la consultation méthodique aux clients potentiels.

L'évincement de la reproduction artificielle de la demande sur les produits étant de fait essentiels. C'est-à-dire une restriction de gaspiller les ressources via la stimulation délibérée de la consommation par la publicité, la mode et les différentes campagnes de marketing.

Aujourd'hui on applique une politique technique de la production des biens en utilisant le minimum des ressources, ces biens étant initialement incapables au fonctionnement durable fondé sur leur réparation et modernisation. Par exemple, les stylos jetables ont remplacé pratiquement tous les stylos avec des tiges rechargeables et les stylos à encre; les briquets jetables ont remplacé les briquets rechargeables ; les emballages réutilisables ont été aussi laissé dans le passé ; les voitures sont conçues de telle manière qu'après les 5-6 ans sa ressource d'exploitation soit épuisée, contraignant le consommateur de s'acheter une nouvelle voiture faute de la possibilité de réparation de l'ancienne. Pour plus d'information sur l'obsolescence initialement planifiée des biens fabriqués veuillez vous référer au documentaire "Buy, throw away, buy" (2010, France/Espagne).

Le fait que les ressources naturelles sont limitées exige une approche responsable à leur utilisation et le passage à une politique technique « des produits longtemps durables », orientée à la fabrication des biens ayant un délai d'exploitation considérable, assurant leur utilisation et recyclage faciles ; dotés de la « modularité » — l'interchangeabilité des différentes parties séparées des produits — et enfin intégrés dans un système de la standartisation unifié permettant l'usage polyvalente de ces biens et un passage facile d'une génération technologique à l'autre. Or, cette politique demande aussi une interdiction sur les technologies marketing « de manipulation» où les besoins sont d'abord artificiellement créés et ensuite les gens sont motivés de les satisfaire.

L'interdiction de créer les marchés des biens dont la valeur est illusoire. Aujourd'hui, le secteur spéculatif de l'économie est évalué, selon des sources variées, jusqu'à 500 trillions de dollars dont seuls les 50 trillions sont couverts par des biens réels. Le marché financier, les obligations, les titres comme un instrument de spéculation doivent être laissés au passé.

> En effet, c'est un secteur entier de l'économie spéculative (y compris les marchés d'or, de diamants et d'autres « valeurs ») aussi bien que le marché d'antiquités et le marché d'oeuvres d'art (en particulier, s'il s'agit de l'art « abstrait » dont la valeur est créée par les experts et la propagande culturelle) et enfin le marché des titres (y compris des obligations variables). Autrement dit, c'est tout ce qui est parfois appelé « une boule spéculative » de l'économie mondiale, mais en réalité c'est une hernie qui doit être coupée.

Le mécanisme fiscal est un moyen d'orientation non-structurée d'un système macro-économique visant à atteindre les objectifs de la politique publique qui sont exprimés dans le plan du développement. Il est mieux d'appliquer l'imposition à l'échelle progressive, la base d'imposition étant constituée de seules les personnes morales, ce qui faciliterait le contrôle, la comptabilité, et réduirait le nombre nécessaire du personnel administratif.

> Les dotations et les subventions. Elles sont des instruments indispensables pour assurer le développement des branches stratégiques de l'économie ; elles sont également un moyen d'aide aux industries qui avaient subi des dégâts à cause des catastrophes naturelles ou de la gestion gravement incompétente.

L'introduction des technologies avancées du futur éxige au début les subventions inconditionnelles, au moins au niveau du support infrastructurel de ces projets, et au maximum — à travers tout le processus d'implémentation et même jusqu'à l'atteinte des puissances de production estimées.

De plus, si les domaines de l'éducation, de la santé et de la sécurité sociale sont laissés à la survie autonome au sein du marché libre, alors leur contenu sera déterminé d'un côté par la conjoncture du marché qui ne correspond pas toujours aux besoins du développement de la société ; et de l'autre côté par les organisations qui paient pour ces services. Ce serait égale de céder la sphère du développement et de la protection de l'individu à ceux qui paient plus, autrement dit on met les gens en dépendance des corporations privées qui cherchent en grande partie à cultiver les consommateurs, pas les citoyens responsables pour ce qui se passe dans leur société.

L'implémentation massive en temps et en heure des cycles technologiques complets dans leur intégralité dans tous les secteurs de l'économie et dans les activités sociales auxiliaires. .

Le cycle technologique complet comprend des éléments suivants :

une découverte dans la science fondamentale	→	l'élaboration d'une nouvelle technologie	→	la mise en production.

La ressource principale de bon fonctionnement du cycle technologique complet est la ressource humaine. Ainsi, le cycle technologique complet doit commencer en fait à l'école secondaire par la création d'une vision de l'économie comme un système intégral où l'élève va s'impliquer dans l'avenir.

De plus, il est nécessaire de donner la compréhension la plus claire concernant l'interaction des différentes industries, de l'interdépendance des branches de l'économie, d'une forte dépendance du développement social graduel du maintien des équilibres interindustrielles.

C'est exactement ce fait de connaissance préalable par l'étudiant de sa future profession potentielle qui assure la connexion de la science, du développement technologique et de la production avec la préparation du personnel qualifié, capable d'accomplir dans tout le cycle technologique complet dans son intégralité.

LE SCHÈMA DES BRANCHES DE L'ÉCONOMIE NATIONALE

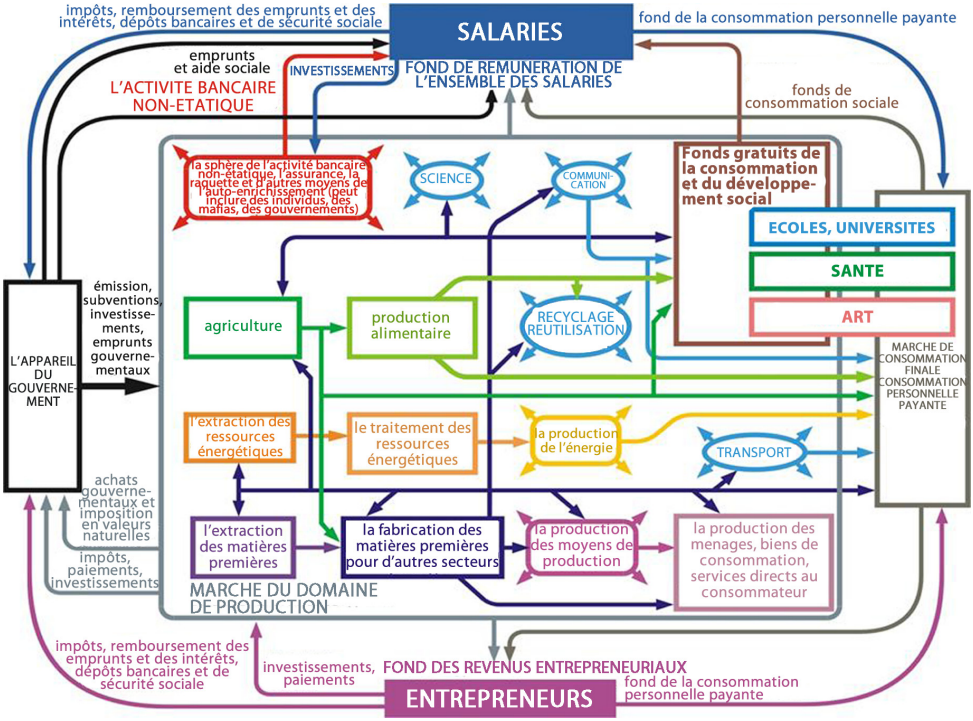

Image 3 — Le schèma d'échange des biens dans le système macro-économique et les flux financiers accompagnant l'échange des biens. A l'intérieur du bloc «Marché du domaine de production» les flèches représentent les flux des biens, à l'extérieur — les flux financiers

Conclusion

Les principes abordés seront le fondement du système économique de l'avenir, qui remplace déjà graduellement l'ancien système actuellement épuisé, s'appuyant sur les principes du « Consensus de Washington ».

La nouvelle politique économique intègre les principes étant considérés dans le « Consensus de Saint-Pétersbourg ».

« Le Consensus de Saint-Pétersbourg » — L'Economie pour L'Homme !

Réjoignez-nous!

L'organisation internationale sans but lucrative

« La Nouvelle Politique de la Jeunesse ».

Le processus plus crucial qui bascule le mouvement de notre développement est une conversation — un dialogue qui vise de conclure une opinion commune entre tous les parties impliquées, au contraire d'un cas du différend où chaque côté essaie de convaincre les autres d'accepter juste son opinion. Dans notre conviction profonde la conversation est une base de la démocratie.

Nos buts :

1. Créer les conditions nécessaires pour entrainer et modifier la gestion (l'entrainement du personnel présent et futur, l'échange d'expériences) :

- L'aut-apprentissage et la capacité d'apprendre les autres (les activités éducatives et la création des nouveaux produits intellectuels).
- L'appréhension d'une méthodologie d'une activité de science cognitive : la gestion effective, la netocratie, la gestion du réseau des relations humaines, l'autogestion des groupes.
- L'application d'approche interdisciplinaire dans l'enseignement.
- La création des nouveaux programmes et pratiques d'enseignement polyvalent.

2. L'assistance du développement de la coopération internationale dans les spectres des activités sociales différentes (en générale les activités qui ont les caractères publiques en commun), plus précisément :

- La Diplomatie internationale et public : la résolution des problèmes Européens et mondiaux, l'intégration et la mondialisation (les sujets : les principes institutionnels de la nouvelle entité mondiale, l'espace sans visa en Eurasia — un mythe ou une réalité).
- La gestion des processus sociaux : la souveraineté, le business, la société.

- L'enseignement et la science : le développement des projets éducatifs (l'aide aux jeunes par des moyens d'échange académique, l'avancement de la langue russe, les nouveaux standards académiques, etc .), le développement des projets scientifiques dans les champs d'études différents.

3. La recherche des problèmes sociaux et l'assistance active des institutions (l'avancement du développement des institutions publics) : la souveraineté, l'enseignement, la famille, et tous les autres institutions idéologiques.

Nos projets :

En ce moment l'équipe de notre organisation travaille sur le projet suivant :

- La création d'une université Eurasienne internationale qui pourrait créer un nouveau personnel capable de résoudre les problèmes complexes aux niveaux mondiaux, régionaux et locaux, qui permettrait les interfaces pour résoudre les problèmes entre les classes sociales et les ethnicités par une méthodologie unique s'appuyé sur la connaissance et la créativité.
- La création d'un concept du développement durable qu'est un nouveau projet du type d'urbanisation paysage-propriété — un projet du développement complexe pour construire un habitat qui intègre les conforts des villes et la nature environnementale (le nom de ce projet en russe est « La Russie des étages basses ».

Nos expériences :

2009-2010:

Les événements où nos représentants participaient :

- **Février 3, 2009**, Moscou, la Russie, le Duma — les représentants de notre organisation ont présenté le projet« La Russie des étages basses » aux députés.

- **Septembre 13-14, 2010**, Bruxelles, la Belgique, le Parlement d'Union Européen — une conférence internationale « Le dialogue d'énergie : La Russie — L'Union Européen », la participation dans l'élaboration des résolutions et la présentation des propositions de la jeunesse.
- **Mai 12-13, 2010**, Saint-Pétersbourg, la Russie — une conférence des universités de la science applicable pour les étudiants des licences et des étudiants licenciés «Les tendances et perspectives présentes du développement des transports de l'eau en Russie ». Cette conférence s'est passée dans l'Université Gouvernementale des Communications de L'eau en Saint-Pétersbourg où était présenté le rapport de la section d'économie et des finances « Le rôle d'information du pronostic hydrologique dans les approches organisationnelles et technologiques vers la construction des systèmes économiques ».

2011:
Nos représentants participaient dans les deux écoles des politiques russes qui étaient organisés par le Centre de la Politique Sociale-Conservative, du parti politique « La Russie Unie » :

- **Janvier**, l'école de la politique russe CPSC Nord-West, Saint-Pétersbourg
- **Novembre**, l'école de la politique russe CPSC, Moscou

Au sein de l'organisation d'un forum socio-politique international de la jeunesse « La Russie — Union Européen — la jeunesse de la modernisation ! », nos représentants on fait partie dans la création des résolutions suivantes :

- **Octobre 7-9, 2011**, dans le Duma, Moscou — la première partie des discussions : « La santé et la qualité de la vie : l'écologie humaine et la sécurité biologique environnementale », « L'affaiblissement du contrôle de visa entre la Russie et l'Union Européen ».
- **Décembre 7, 2011** dans le parlement Européen, Bruxelles — la deuxième partie des discussions.

Les autres événements où les représentants de notre mouvement ont pris participation :

- **Février 9**, Moscou, la Russie, la Maison des Journalistes — la discussion internationale : « La nouvelle politique de la jeunesse pour le Russie et l'Union Européen ».
- **Février 19**, Mons, la Belgique — un colloque international « Les parents et les enfants », les rapports d'enseignement primaires et secondaires.
- **Avril 13-14**, Berlin, l'Allemagne — nos représentants faisaient les conseils à propos des principes d'enseignement d'avenir « Dans la future à travers d'enseignement » avec le ministre d'enseignement et de la recherche Annette Schavan.
- **Aout 7-14**, Ossétie de Sud, "IRYSTON-2011" — nos représentants étaient les organisateurs des classes et colloques des participants de le Colloque International de la Jeunesse "IRYSTON-2011".
- **Septembre 9-12**, Nalchik, la Russie — le Colloque International de la Jeunesse « Pour la compréhension mutuelle dans la Caucase».
- **Octobre 22**, Vaasa, Finlande — la rencontre du parti Congrès Suède de Gens de Finlande.

2012:

Events that representatives of our movement have participated in:

- **Février 2,** Haapsalu, L'Estonie — la rencontre avec les représentants du Conseil de Ville de Haapsalu.
- **Mars 1-14,** Moscou, la Russie — la présentation du projet « La Russie des étages basses » (le concept du développement durable) pendant la douzième exposition des contes russes « La conte d'hiver 2012 ».
- **Mars 22-23,** Saint-Pétersbourg , la Russie — l'élaboration des résolutions de la conférence « Les villages eco comme un nouveau vecteur de développement durable ».
- **Avril 28**, Rettenbach, l'Allemagne — la rencontre avec la jeunesse d'Etat Allemand de Baden-Wuerttemberg et un voyage au village Rettenbach.

- **Juillet 11**, Saint-Pétersbourg, la Russie, l'Université de Smolny — la conférence de la Nouvelle Politique de la Jeunesse : les images de la future d'Eurasie.
- **Aout 8**, Moscou, la Russie, le Duma — la première rencontre du groupe travaillé pour discuter les enjeux organisationnels dans la création du Parlement Eurasien de la Jeunesse.
- **Octobre 18**, Moscou, le Duma — la discussion « Le Parlement Eurasien de la Jeunesse comme un modèle de la coopération intre-parlementaire au sain d'Union Eurasiatique ».
- **Novembre 10**, Cologne, l'Allemagne — une colloque « L'alphabétisation des médias : l'interaction des parents et des enfants dans l'environnement d'information médiatique ».
- **Novembre 16-18,** Eitorf, Siebengebirge, l'Allemagne — une colloque éducative : « Les méthodes du travail avec les jeunes pour les entrainer dans l'environnement académique et actif ».
- **Novembre 23-25**, Dusseldorf, l'Allemagne — la première conférence de la réunion de toutes les organisations non-gouvernementales d'Allemagne « Les jeunes compatriotes — les meneurs d'Europe moderne ». Cette conférence a mit la base de la création d'un Conseil Allemand de la Jeunesse.

2013:
Notre organisation a organisé deux conférences internationales à Bruxelles :

- **Mars 22**, le Centre Russe de la Science et de la Culture — la première conférence internationale organisé par l'organisation internationale sans but lucratif « La Nouvelle Politique de la Jeunesse » appelant « Les approches qu'avancent le dialogue interculturel dans la société moderne ».
- **Novembre 22**, le Centre Russe de la Science et de la Culture — la deuxième conférence internationale organisé par l'organisation internationale sans but lucratif « La Nouvelle Politique de la Jeunesse » appelant « La mondialisation — la nouvelle étape ». School of Political Studies (MSPS), — Seminar: "Law, Politics, Economy and Mass media".

Aussi nos représentants ont pris partie dans les recherches des écoles politiques dirigés par le Conseil Européen, Charles Stewart Mott Foundation, le ministère des affaires étrangères de Norvège, les Pays-Bas et la Russie.

- **Février 12-15**, Zelenogorsk, Saint-Pétersbourg, la Russie, L'Ecole de Moscou des Sciences Politiques — la colloque « La loi, la politique, l'économie et les médias ».
- Les autres événements où les représentants de notre mouvement ont pris participation :
- **Janvier 19,** Saint-Pétersbourg, la Russie — les représentants de notre organisation, comme les experts, ont fait une présentation « Qu'est-ce que c'est l'écologie ? » dans la conférence «Les jeux olympiques d'environnement » pour apprendre le recyclage aux étudiants du collège de la région de Saint-Pétersbourg.
- **Février 18**, Helsinki, Finlande — le colloque du Parti d'une Coalition Nationale « De conversation à l'action. Partie 2 ».
- **Février, 18**, Saint-Pétersbourg, la Russie — la colloque de la jeunesse G8 et G20.
- **Mai 23-26**, Kiev, Ukraine — le colloque de la jeunesse « Le choix Eurasien ».
- **Juin 15**, Bruxelles, la Belgique — la conférence unie de tous les compatriotes belges.
- **Juin 29**, Vitebsk, Belarus — la rencontre des membres de « La Nouvelle Politique de la Jeunesse ».
- **Juillet 11**, Seliger, la Russie — le colloque « Civile » du colloque international de la jeunesse « Seliger 2013 », la discussion « Les principes alternatives de la mondialisation. Quand verrons-nous la version russe de la mondialisation ? ».
- **Juillet 30** — Aout 5, la lac Onega, la République de Karelie, la Russie — le cinquième colloque international de la jeunesse « Hyperborea ».
- **Septembre 18**, Tiraspol, Transnistrie — la première session du cercle scientifique « Polis ».

- **Septembre 19**, Petrozavodsk, la République de Karelie, la Russie — la rencontre de la jeunesse de Karelie.
- **Septembre 26-27**, Minsk, Belarusse — la conférence de la science et son application organisée par jeunes analystes du projet « Les réseaux intelligents ».
- **Octobre 18**, Bruxelles, la Belgique, l'Ambassade de la Fédération Russe en Belgique — le rencontre avec le ministre russe des affaires étrangères Sergey Lavrov.
- **Octobre 31**, Bern, la Suisse — une conférence scientifique-pédagogique sur le sujet : « Les spécialités d'enseignement de la langue russe et l'organisation d'environnement communicatif dans les centres extracurriculaires éducatifs pour les enfants des compatriotes à l'étranger ».
- **Novembre 6**, Toronto, Canada — la discussion de la jeunesse dans la conférence d'Etat des compatriotes.
- **Novembre 16**, Leeds, L'Angleterre — le festival annuel des arts et de la culture Slave « Le marché des slaves».
- **Décembre 14**, Helsinki, Finlande, Le Centre Russe de la Culture et de la Science — la conférence « Le 20ème anniversaire de la constitution russe ».
- **Décembre 25-26**, Tiraspol, Transnistrie — la conférence « La politique mondiale du 21er siècle », le rapport de la conférence « La Communauté de la Jeunesse », l'émission de télévision « Open Talk », la rencontre avec le Conseils de Jeunes Diplomates du Ministère des Affaires Etrangères de Transnistrie.

2014:
Notre organisation a formé une conférence internationale à Bruxelles, la Belgique :

- **Avril 12,** Le Centre Russe de la Science et de la Culture — la troisième conférence internationale de l'organisation internationale sans but lucratif « La Nouvelle Politique de la Jeunesse » appelant « Le développement — une alternative pour les scenarios des tunnels de la dégradation sociale ».

- **Décembre 5-6**, Bruxelles, la Belgique — « Le Consensus de Saint-Pétersbourg — la nouvelle politique économique pour le monde ».

« La Nouvelle Politique de la Jeunesse » conjoint avec les spécialistes d'organisation autonome sans but lucratif « Le Centre d'information analytique » et les représentants du Parlement de la Jeunesse de Karelie ont organisé les événements suivants :

- **Janvier 23**, Petrozavodsk, la République de Karelie, la Russie — la conférence « Les problèmes des villes monopolisées et leurs résolutions ». La rencontre avec le chef de la république, Alexander Hudilainen.
- **Mars 15**, Petrozavodsk, la République de Karelie, la Russie — le Parlement de la Jeunesse de la république de Karelie — le premier colloque éducatif de la gouvernance et de la gestion « L'auto-gouvernance sociale et l'homme ».
- **Mars 27**, Petrozavodsk, la République de Karelie, la Russie — la présentation du projet « Le Centre Eurasien International Scientifique et Educatif » devant les membres du parlementent russe et le membre du Conseil Fédératif R. Nurgaliev.
- **Mars 29**, Petrozavodsk, la République de Karelie, la Russie - le Parlement de la Jeunesse de la république de Karelie — le colloque éducatif de la gouvernance et de la gestion « Les sens généralisés de la gouvernance sociale ».
- **Avril 5**, Petrozavodsk, la République de Karelie, la Russie - le Parlement de la Jeunesse de la république de Karelie — le colloque éducatif de la gouvernance et de la gestion « Les sens génétiques et économiques de la gouvernance dans la société ».

Les autres événements où les représentants de notre mouvement ont pris participation :

- **Janvier 11**, Tehran, Iran — la rencontre avec les étudiants et les professeurs d'Université Iranienne à propos des enjeux de la coopération Eurasienne.
- **Mars 11**, Tiraspol, Transnistrie, l'Université Gouvernemental de Taras Shevchenko — l'inauguration d'ANO "Dniester-Pruth Information Center of RISS".

- **Mars 14**, Edinburgh, l'Ecosse, le Royaume Uni — la discussion « Le crise Ukrainien ».
- **Mars 26**, Saint-Pétersbourg, la Russie — la discussion de « Le décalage mondial ».
- **Avril 2**, Minsk, Belarusse — la conférence au niveau national des jeunes analystes du projet « Les réseaux intelligents ».
- **Avril 17**, Tiraspol, la Transnistrie- la conférence d'étudiants et la présentation sur le sujet « Les tendances de la sécession en Espagne et au Royaume-Uni : quels points sont communs ».
- **Avril 20-23**, Kazan, la Russie, la colloque international des jeunes compatriotes « Le jeunesse, la Science, l'Innovation », « Les relations nationales dans la culture russe ».
- **Mai 23**, Toronto, Canada — la première conférence au niveau national des jeunes compatriotes russes. La présentation du sujet « Les relations nationales dans la culture russe ».
- **Juin 21**, Tiraspol, Transnistrie — la colloque patriotique « Le printemps de Transnistrie ».
- **Juin 25**, Vadul lui Vodă, la république de Moldova — le cours éducatif organisé par le Conseil Européen « Les mesures du renforcement de la coopération entre les 2 rives de Dniester ».
- **Aout 10**, Saint-Pétersbourg, la Russie — le septième colloque de Saint-Pétersbourg « Les gens russes à l'étranger ».
- **Septembre 25-27**, Tiraspol, Transnistrie — la colloque éducatif « L'Académie de gouvernement : le bloc économique ».
- **Novembre 8**, Toronto, Canada — le colloque méthodologique sur le sujet « Le communication interculturelle et les bases du dialogue constructifs ».
- **Novembre 12-14**, Bruxelles, la Belgique — le colloque Européen de la Jeunesse « La qualité d'enseignement : le droit de la jeunesse ! ».
- **Novembre 14**, Montréal, Canada — la septième conférence au niveau national des compatriotes russes.
- **Novembre 21-25**, Sofia, Bulgarie — le colloque « La jeunesse construit la futur ».

NEW YOUTH POLICY | НОВАЯ МОЛОДЁЖНАЯ ПОЛИТИКА

Nos partenaires :

Ambassade de la Fédération de Russie en Belgique, la Ville de Bruxelles.

« ROSSOTRUDNICHESTVO »

« Centre d'Analyse et d'Information »
http://inance.ru

ИНФОРМАЦИОННО-АНАЛИТИЧЕСКИЙ ЦЕНТР: INANCE.RU

Notre site :

newyouthpolicy.org
connect@newyouthpolicy.org

Remarques

Remarques

newyouthpolicy.org